

Informations de base	
2022/0301(NLE)	Procédure terminée
NLE - Procédures non législatives Décision	
Accord UE/Macédoine du Nord: activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Macédoine du Nord	
Subject	
7.10.04 Franchissement et contrôles aux frontières extérieures, visas 7.10.06 Asile, réfugiés, personnes déplacées; Fonds «Asile, migration et intégration» (AMIF)	
Zone géographique	
République de Macédoine du Nord	

Acteurs principaux			
	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	DÜPONT Lena (EPP)	30/11/2022
Parlement européen		Rapporteur(e) fictif/fictive NEMEC Matjaž (S&D) KELLER Fabienne (Renew) STRIK Tineke (Greens/EFA) WIŚNIEWSKA Jadwiga (ECR) VISTISEN Anders (ID) REGO Sira (The Left)	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	AFET Affaires étrangères	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Migration et affaires intérieures	JOHANSSON Ylva	

Evénements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
23/09/2022	Document préparatoire	COM(2022)0492 	Résumé
03/11/2022	Publication de la proposition législative	12895/2022	Résumé
09/11/2022	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
08/12/2022	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
06/02/2023	Vote en commission		
08/02/2023	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A9-0027/2023	
15/02/2023	Décision du Parlement	T9-0041/2023	Résumé
15/02/2023	Résultat du vote au parlement		
27/02/2023	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2022/0301(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Approbation du Parlement
Instrument législatif	Décision
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 077-p2 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 218-p6a Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 079-p2
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	LIBE/9/10171

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE740.734	18/01/2023	
Amendements déposés en commission		PE742.307	02/02/2023	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A9-0027/2023	08/02/2023	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T9-0041/2023	15/02/2023	Résumé
Conseil de l'Union				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	12895/2022	03/11/2022	Résumé	

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document annexé à la procédure	COM(2022)0491 	23/09/2022	
Document préparatoire	COM(2022)0492 	23/09/2022	Résumé
Document annexé à la procédure	SWD(2023)0033	02/02/2023	

Acte final

Décision 2023/0418
JO L 061 27.02.2023, p. 0001

Accord UE/Macédoine du Nord: activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Macédoine du Nord

2022/0301(NLE) - 23/09/2022 - Document préparatoire

OBJECTIF : conclure, au nom de l'Union, l'accord entre l'Union européenne et la République de Macédoine du Nord relatif aux activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes dans la République de Macédoine du Nord.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé.

CONTEXTE : l'une des tâches de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes est de coopérer avec les pays tiers dans les domaines couverts par le règlement européen sur les garde-frontières et les garde-côtes (règlement (UE) 2019/1896), y compris par le déploiement opérationnel éventuel d'équipes de gestion des frontières dans les pays tiers. Plus précisément, l'Agence, en tant que membre du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, doit assurer la gestion intégrée des frontières européennes, dont l'une des composantes est la coopération avec les pays tiers dans les domaines couverts par le règlement européen sur les garde-frontières et les garde-côtes, en se concentrant notamment sur les pays tiers voisins et les pays d'origine ou de transit de la migration irrégulière.

L'Agence peut coopérer avec les autorités des pays tiers compétentes dans les domaines couverts par le règlement dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de ses tâches et peut mener des actions liées à la gestion intégrée des frontières européennes sur le territoire d'un pays tiers, sous réserve de l'accord de ce pays tiers.

Conformément à l'article 73, paragraphe 3, du règlement (UE) 2019/1896 relatif aux garde-frontières et garde-côtes européens, dans les circonstances nécessitant le déploiement d'équipes de gestion des frontières du corps permanent des garde-frontières et garde-côtes européens dans un pays tiers où les membres des équipes exercent des pouvoirs exécutifs, **un accord de statut doit être conclu** par l'Union avec le pays tiers.

Le 29 juillet 2022, la Commission a reçu l'autorisation du Conseil d'ouvrir des négociations avec la Macédoine du Nord en vue d'un accord sur les activités opérationnelles que l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes doit mener en Macédoine du Nord.

La Commission européenne, au nom de l'Union européenne, et la Macédoine du Nord ont mené des négociations sur l'accord le 25 août 2022. La Commission considère que les objectifs fixés par le Conseil dans ses directives de négociation ont été atteints et que l'accord est acceptable pour l'Union.

CONTENU : la proposition de la Commission vise donc à **conclure, au nom de l'UE, l'accord entre l'UE et la Macédoine du Nord relatif aux activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en Macédoine du Nord**. Le renforcement des contrôles le long des frontières de la Macédoine du Nord aura un impact positif sur la gestion des frontières extérieures de l'Union ainsi que sur les frontières de la Macédoine du Nord elle-même.

L'accord de statut permettra le **déploiement en Macédoine du Nord d'équipes de garde-frontières et de garde-côtes européens** par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, en utilisant toutes les possibilités offertes par le règlement (UE) 2019/1896. Sans un tel outil, seuls des déploiements bilatéraux par les États membres peuvent être utilisés pour développer et mettre en œuvre la gestion intégrée des frontières

européennes et soutenir la Macédoine du Nord dans la gestion d'un nombre important de migrants cherchant à transiter par son territoire. Une **approche commune** est donc nécessaire pour mieux gérer les frontières de la Macédoine du Nord.

La conclusion d'un accord sur le statut s'inscrirait dans le cadre des objectifs et priorités de coopération plus larges définis dans l'accord de stabilisation et d'association de l'Union européenne avec la Macédoine du Nord. Elle devrait également soutenir les efforts et les engagements plus larges de l'Union européenne pour développer davantage les capacités afin de contribuer à la gestion de la réponse aux crises et de promouvoir la convergence sur les questions étrangères et de sécurité entre l'Union et la Macédoine du Nord.

Accord UE/Macédoine du Nord: activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Macédoine du Nord

2022/0301(NLE) - 15/02/2023 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 511 voix pour, 104 contre et 20 abstentions, une résolution législative sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Macédoine du Nord concernant les activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Macédoine du Nord.

Le Parlement a **donné son approbation** à la conclusion de l'accord.

L'accord de statut permettra le déploiement en Macédoine du Nord d'équipes de garde-frontières et de garde-côtes européens par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, en utilisant toutes les possibilités offertes par le règlement (UE) 2019/1896. L'accord a été signé le 26 septembre 2022 à Skopje.

L'accord permettra non seulement de garantir la transparence et la responsabilité la coopération opérationnelle de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes avec de Macédoine du Nord, mais aussi pour soutenir les efforts déployés par les autorités de Macédoine du Nord et établir un cadre clair de coopération pour la gestion de ses frontières extérieures.

L'accord sur le statut devrait également garantir la protection des droits fondamentaux et souligner l'obligation des membres de l'équipe de respecter pleinement les droits et les libertés fondamentaux, particulièrement en ce qui concerne l'accès aux procédures d'asile, la dignité humaine, l'interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants, le droit à la liberté, le principe de non-refoulement et l'interdiction des expulsions collectives, les droits de l'enfant et le droit au respect de la vie privée et familiale dans le champ d'application de l'accord.

Accord UE/Macédoine du Nord: activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Macédoine du Nord

2022/0301(NLE) - 03/11/2022 - Document de base législatif

OBJECTIF : conclure l'accord entre l'Union européenne et la République de Macédoine du Nord concernant les activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en République de Macédoine du Nord.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : le règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil stipule que lorsque les circonstances requièrent le déploiement d'équipes affectées à la gestion des frontières issues du contingent permanent du corps de garde-frontières et de garde-côtes européens dans un pays tiers où les membres des équipes exerceront des pouvoirs d'exécution, l'Union conclut avec le pays tiers concerné un accord sur le statut sur le fondement de l'article 218 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Il y a lieu d'approuver l'accord.

CONTENU : la proposition de décision du Conseil vise l'approbation, au nom de l'Union, de l'accord entre l'UE et la Macédoine du Nord relatif aux activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en Macédoine du Nord.

L'accord de statut permettra le déploiement en Macédoine du Nord d'équipes de garde-frontières et de garde-côtes européens par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, en utilisant toutes les possibilités offertes par le règlement (UE) 2019/1896.

L'Irlande ne participe pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas liée par celle-ci ni soumise à son application.

Le Danemark ne participe pas à l'adoption de la décision et n'est pas lié par celle-ci ni soumis à son application. Le Danemark décidera, dans un délai de six mois à partir de la décision du Conseil sur la présente décision, s'il la transpose dans son droit interne.